

Aus den Verhandlungen des schweizerischen Bundesrathes.

(Vom 22. Dezember 1871.)

Die französische Gesandtschaft bei der schweiz. Eidgenossenschaft hat im Auftrage ihrer Regierung unterm 5. d. d. an den Bundesrath das Ansuchen gestellt, er möchte nach einem von der Gesandtschaft eingeleiteten Fragebogen Auskunft über die schweizerische Gesetzgebung hinsichtlich der Vicinalwege ertheilen.

Diesem Ansuchen zu entsprechen, beschloß der Bundesrath, an sämtliche Kantonregierungen das nachstehende Kreis Schreiben zu erlassen, unter Beilegung des erwähnten Fragebogens.

„Tit. I

„Die französische Verwaltung hatte behufs Ausführung eines kaiserlichen Programms, betreffend die Einführung von Seitenstraßen (Chemins vicinaux), schon im Jahr 1869 Einleitungen für eine Untersuchung über den Stand der einschlägigen Gesetzgebung in verschiedenen Ländern Europas getroffen. Zum Theil wegen der Beschränktheit der jener Untersuchung zu Grunde gelegten Fragestellung gewährten aber die eingelangten Antworten ein nur lückenhaftes Material, dessen vervollständigung das jezige Ministerium des Innern nun anstrebt. Zu diesem Zwecke wurde ein neues Fragenschema aufgestellt, das auch uns mitgetheilt worden ist. Bei Uebersendung desselben spricht uns die französische Gesandtschaft den Wunsch aus, es wolle eine möglichst vollständige Beantwortung erwirkt und damit auch alle weiteren Aufschlüsse verbunden werden, welche für die französische Verwaltung hinsichtlich der Gesetzgebung über die Nebenstraßen und deren Zustand von Interesse erachtet werden möchten.

„Um diesem Wunsche zu genügen, übermachen wir Ihnen in der Anlage das erwähnte Fragenschema und ersuchen Sie, für die Beantwortung nach Maßgabe der bestehenden Verhältnisse, so wie für die thunlich baldige Anherkunft der Antwort gefälligst Sorge tragen zu wollen.“

Ministère de l'Intérieur.

DIVISION
de l'Administration Communale
et Hospitalière.

4 BUREAU.

Questionnaire relatif aux Chemins Vicinaux.

§ 1. Renseignements généraux.

I. Quelle est la superficie⁽¹⁾ de l'Etat (ou des provinces, ou de la circonscription territoriale quelconque) auquel s'appliquent les renseignements?

II. Quelle en est la population?

III. Quelle est la longueur totale des routes et chemins construits et entretenus aux frais de l'Etat?

Distinguer les diverses catégories de routes et chemins, s'ils ont plusieurs dénominations.

IV. Quelle est pour les routes et chemins construits et entretenus par l'Etat la longueur des routes et chemins, ou sections de routes et chemins, qui est ouverte à la circulation, et la longueur qui est encore à construire, dans le cas où cette dernière longueur serait déterminée par avance?

V. Quel est le montant des sommes allouées au budget de l'Etat : (2)

1. pour la construction et l'entretien des routes et chemins construits et entretenus par l'Etat?
2. pour subventions accordées aux routes et chemins construits et entretenus par les provinces, les communes ou les circonscriptions quelconques autres que l'Etat?

Donner ce chiffre d'après le dernier budget, s'il est normal, ou d'après la moyenne des trois dernières années.

(1) Exprimer ce chiffre en myriamètres carrés ou fournir la base du calcul de conversion.

(2) Exprimer ce chiffre et tous les chiffres analogues en francs, ou fournir la base du calcul de conversion.

§ 2. Expropriation pour cause d'utilité publique.

VI. Existe-t-il des dispositions légales ou réglementaires qui permettent de contraindre le propriétaire foncier à céder le terrain qui lui appartient et qui doit servir à l'assiette de la route ou du chemin?

VII. Quelles sont, dans ce cas, les formalités à remplir pour arriver à déposséder le propriétaire et à incorporer le terrain dans le sol du chemin?

VIII. Spécialement, par qui est fixée l'indemnité attribuée au propriétaire? Est-elle fixée par un agent de l'autorité, ou par les Conseils électifs de la province ou de la commune, ou par les tribunaux ordinaires, ou par un jury de propriétaires?

IX. L'indemnité doit-elle être nécessairement payée avant la prise de possession du terrain, ou peut-elle n'être payée que postérieurement?

§ 3. Renseignements relatifs aux routes et chemins construits et entretenus par les provinces ou circonscriptions analogues au département et à l'arrondissement en France.

X. Quelle est la longueur de ces routes et chemins?

Distinguer ses diverses catégories de routes et chemins, s'il y en a plusieurs.

Distinguer, s'il est possible, la longueur livrée à la circulation et la longueur dont la construction est décidée, mais n'a pu être encore effectuée.

XI. Quel est le montant de la dépense annuelle faite par les provinces ou autres circonscriptions, soit pour l'entretien, soit pour la construction des routes et chemins dont il s'agit?

XII. Dans le cas où certains chemins seraient construits ou entretenus à frais communs par les provinces et par les communes, donner des renseignements particuliers sur ce point.

§ 4. Renseignements relatifs aux chemins construits et entretenus par les communes ou les municipalités, ou par des associations de communes.

XIII. Quelle est la longueur totale des chemins de cette nature qui est ouverte à la circulation?

XIV. A combien évalue-t-on la dépense annuelle faite par les communes, soit pour la construction, soit pour l'entretien de ces chemins?

§ 5. Prestations en nature.

XV. Les habitants ou propriétaires sont-ils tenus de fournir un certain nombre de journées de travail en nature?

XVI. Cette obligation est-elle uniforme dans toutes les communes, en vertu d'une disposition légale générale, ou n'existe-t-elle que dans certaines communes, en vertu de décisions individuelles des Conseils locaux?

XVII. A-t-elle un caractère permanent, ou n'est-elle employée qu'accidentellement?

XVIII. Le travail en nature peut-il être exigé pour d'autres travaux que pour les chemins?

XIX. Peut-il être exigé pour tous les chemins indifféremment? ou seulement pour ceux qui sont à la charge de la commune, ou à la charge de la province?

XX. Sur qui porte l'obligation du travail en nature, et combien de journées d'hommes, de voitures, d'animaux etc. comporte-t-elle?

XXI. La prestation en nature (ou la corvée) est-elle rachetable en argent? Si elle peut être convertie en argent, est-ce ainsi qu'elle est généralement acquittée, ou au contraire le contribuable préfère-t-il l'acquitter en nature?

XXII. Quel est, approximativement et en moyenne, le taux du prix de rachat en argent pour la journée d'homme?

XXIII. La prestation en nature est-elle acquittée facilement par les populations? Rencontre-t-elle au contraire des résistances?

§ 6. Personnel.

XXIV. L'Etat a-t-il des agents *spécialement* chargés d'inspecter les routes et chemins construits et entretenus par les communes?

XXV. Lorsqu'un chemin est construit aux frais de la province, par qui la construction est-elle surveillée au point de vue technique?

Les agents sont-ils assujettis à des justifications préalables d'aptitude?

Par qui sont-ils nommés?

Par qui sent-il payés ?

XXVI. Lorsque le chemin est construit, place-t-on en permanence sur son parcours des agents chargés de l'entretien ?

Par qui sont-ils nommés ?

Par qui sont-ils payés ?

XXV bis	}	Questions analogues pour le personnel chargé de la construction
XXVI bis		et de l'entretien des chemins qui sont à la charge des communes.

§ 7. Renseignements divers.

XXVII. Quelle est la situation des voies de communications terrestres et spécialement des routes et chemins qui sont à la charge des provinces et des communes, dans l'Etat auquel se rapportent ces renseignements ?

XXVIII. Quels sont les progrès récemment accomplis, soit dans la législation, soit dans la pratique, soit dans la construction du réseau des chemins vicinaux ? Quels sont ceux qui sont à l'étude ou en projet ?

XXIX. Joindre tous les documents publiés dans les dernières années sur les routes et chemins, projets de loi, lois et règlements généraux, règlements locaux, statistiques générales, provinciales ou locales, etc.

(Vom 26. Dezember 1871.)

Der Bundesrath hat zum Artikel 21 der von ihm unterm 23. Mai v. J. erlassenen Vollziehungsverordnung über Maß und Gewicht*) einen Nachtrag betreffend eine Vermehrung der Unterabtheilungen des Liters beschloffen, und deshalb das nachstehende Kreis Schreiben an sämtliche Kantonsregierungen erlassen.

„Tit. I

„Von verschiedenen Seiten ist die Einführung noch weiterer Unterabtheilungen bei den metrischen Flüssigkeitsmaßen, namentlich bei den

*) Siehe eidg. Gesefzammlung, Band X, Seite 184.

Viermaßen, in Anregung gebracht worden, infolge dessen wir nach näherer Prüfung der hier in Frage kommenden Verhältnisse uns veranlaßt gesehen haben, den hier angeschlossenen Nachtrag zum Artikel 21 der Vollziehungsverordnung über Maß und Gewicht vom 23. Mai 1870 zu genehmigen.

„Indem wir Sie einladen, diesen Nachtrag in üblicher Weise bekannt zu geben *), benutzen wir den Anlaß, Sie, getreue, liebe Eidgenossen, nebst uns in den Schutz des Allmächtigen zu empfehlen.“

Der Bundesrath hat, auf erhaltene amtliche Mittheilung, daß die ihm zugekommene Nachricht von einem neuen Ausbruch der Minderpest im Bezirke Pontarlier auf Irrthum beruhe, die am 20. dieses Monats erlassene Verordnung (Seite 1081 hievon) wieder aufgehoben.

Mit Schreiben vom 19. d. d. hat der eidg. Oberst der Cavallerie, Herr Quinclet von Vivis, aus Gesundheitsrückichten um Entlassung von seiner Stelle nachgesucht. Diesem Entlassungsgesuche entsprach der Bundesrath unter bester Verdanlung der vom Hrn. Oberst Quinclet zur Hebung der Cavallerie geleisteten vielen und ausgezeichneten Dienste.

(Vom 29. Dezember 1871.)

Der bisherige königlich württembergische außerordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister bei der schweiz. Eidgenossenschaft, Freiherr von Dw, hat mit Schreiben vom 25. d. d. dem Bundesrathe sein Abberufungsschreiben, d. d. Stuttgart 19. Dezember d. J., eingesandt.

*) Der Nachtrag lautet also:

„Außer den genannten Maßgrößen metrischen Systems ist es vom 1. Januar 1872 an gestattet, Flaschen und Gläser von 3 Deciliter Inhalt im Verkehr zu gebrauchen. Maße von dieser Größe tragen neben den oben genannten Eichzeichen zur Unterscheidung das Zeichen 3 D L.“

An die durch den Rücktritt des Hrn. Oberst Quinclet ledig gewordene Stelle eines Waffenchefs der Cavallerie ernannte der Bundesrath den Herrn eidg. Oberst Gottlieb Zehnder, von Birmenstorf, in Aarau, derzeit Oberinstruktor der Cavallerie.

Der Bundesrath hat die Errichtung eines öffentlichen Telegraphenbureaus in der Pension Stoop bei Brunnen beschlossen.

Vom Bundesrathe sind gewählt worden:

(am 26. Dezember 1871)

als Kreispost- und Telegraphenkassier

in Bern: Hr. Johannes Hodel, von Wyssenstein (Bern), derzeit Postverwalter in Burgdorf;

„ Kreispostkassier in Genf:

„ Louis Philibert Stucki, bisher Kommiss auf dem Hauptpostbureau in Genf, von und in dort;

„ Kreispost- und Telegraphenkassier

in Bellinzona: „ Gracco Curti, von Guraglia (Tessin), derzeit Kommiss auf dem Hauptpostbureau Basel.

(am 29. Dezember 1871)

als Kontrolleur der Hauptzollstätte

Col des Roches:

Hr. Albert Boudoud, von Romont (Freiburg), bisheriger Chef des eidg. Grenzwächterkorps im Kanton Neuenburg;

„ Postverwalter in Brieg:

„ Emmanuel Farquet, von Martigny-Bille, bisher Kommiss auf dem Postbureau in Brieg (Wallis).

Aus den Verhandlungen des schweizerischen Bundesrathes.

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1871
Année	
Anno	
Band	3
Volume	
Volume	
Heft	52
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	30.12.1871
Date	
Data	
Seite	1148-1154
Page	
Pagina	
Ref. No	10 007 122

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.
Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.
Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.